



Communiqué de presse

Grande manifestation

## Pour un budget équitable pour tous et toutes



Plus de 55 000 personnes ont répondu à l'appel à manifester de l'Alliance sociale et de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Elles ont exigé du gouvernement Charest un changement de cap radical en matière budgétaire.

### Un changement de cap nécessaire...

À la veille de la présentation du discours du budget, les membres de la Coalition et de l'Alliance réclament une intervention soutenue de l'État afin d'assurer un accès universel et sans discrimination à des services publics de santé et d'éducation de qualité, des programmes sociaux assurant le plein respect des droits, la création d'emplois décents, ainsi qu'un développement durable et profitable pour l'ensemble de la société québécoise.

Les porte-parole exigent le retrait de plusieurs mesures régressives déjà annoncées, dont la fameuse « taxe santé », la hausse des frais de scolarité et la tarification tous azimuts. De telles mesures ont directement pour effet de transférer sur les épaules des utilisateurs une part croissante du financement de services jusque-là pris en main collectivement par l'ensemble de la population du Québec et d'accroître la pauvreté.

Ils pressent le gouvernement de reporter le retour à l'équilibre budgétaire au-delà de 2013-2014 alors que les gouvernements voisins, en Ontario, au Canada et aux États-Unis se donnent quelques années de plus pour y arriver. Cela, disent-ils, mettrait en péril les services publics, de plus en plus mis à mal par des coupes considérables et une privatisation débridée.

Ils réclament une contribution fiscale plus importante de la part des plus fortunés et des entreprises, l'augmentation des redevances sur les ressources naturelles, une intensification de la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, ainsi qu'une politique d'achat des médicaments permettant de réduire leur poids dans les dépenses de santé. Ils demandent également que les mesures adoptées le soient dans le respect des communautés locales, régionales et de leur environnement.

### ... à l'enseignement de l'équité et de la justice

Le gouvernement se doit d'orienter son prochain budget sur une base d'équité et de justice pour l'ensemble des groupes qui forment la société québécoise, plutôt que d'augmenter ses revenus aux dépens des familles à bas revenus et de la classe moyenne. Il pourrait ainsi favoriser une meilleure distribution de la richesse, une meilleure égalité entre les hommes et les femmes et l'élimination de la pauvreté.

La Coalition et l'Alliance avec les 150 organisations qui les composent, sont on ne peut plus représentatives de la société civile du Québec. Elles regroupent des personnes issues de toutes les couches de la société québécoise : travailleurs et travailleuses, citoyens et citoyennes engagés, syndicalistes, étudiants et étudiantes, personnes handicapées, immigrants et immigrantes, femmes, jeunes, aînés, chômeurs et chômeuses, personnes assistées sociales...

C'est pourquoi nous disons au gouvernement Charest : il n'est pas trop tard pour changer de cap, il vous appartient de faire les bons choix et de choisir la voie de l'équité et de la justice!